



Communiqué des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires du MEDDE et du METL

Appel à la grève et aux manifestations du 10 septembre 2013

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires au niveau interprofessionnel se sont réunies le 8 juillet dernier sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, de l'avenir des services publics.

Après la Conférence sociale et les concertations de l'été, le Gouvernement attend le mois de septembre pour donner les grandes mesures qu'il compte prendre.

Ses premières déclarations inquiètent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi d'autant que le calendrier imposé est très resserré.

Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et des mesures qu'elles ne sauraient accepter : tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes.

Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'étude, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois. Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC.

Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations dans le système de retraite solidaire.

Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires au niveau interprofessionnel appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013 pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et du ministère de l'égalité des territoires et du logement (MET) s'inscrivent dans cet appel.

En effet, les premiers éléments du budget 2014 du gouvernement pour les missions du MEDDE et du METL sont catastrophiques. Pour le MEDDE : 1093 suppressions d'effectifs (-571 pour les Établissements publics et - 522 pour les services de l'Etat) et au METL, 681 suppression d'effectifs (+ 16 EP ; -697 services de l'Etat). Les crédits d'intervention seraient en baisse de 7 % au MEDDE et en stagnation au METL. Ceci faisant suite à la suppression, en force, des postes ATESAT et ADS en 2013. Et de l'ingénierie publique dite « concurrentielle » qui a été victime de la RGPP : plus de 3200 emplois ont été supprimés de 2009 à 2012.

Les chantiers de « l'agenda social ministériel » (catégorie C, OPA, conditions de travail, Ingénieurs, personnels Environnement, égalité professionnelle) pour les personnels doivent enfin donner lieu à des résultats concrets et positifs car les personnels vivent l'abandon de missions publiques, la continuité des suppressions de postes (RGPP ou MAP en cours...) et de crédits.

Sur le catégoriel, la traduction de la rigueur budgétaire, c'est aussi l'enveloppe des mesures dites «catégorielles» pour les personnels qui devrait être réduite de moitié. Il y a également la question liée aux fusions de corps et celles autour des revendications portées notamment dans les CAP sur l'indemnitaire, la mobilité, les taux pro/pro, etc..

Sur l'action sociale ministérielle, l'ensemble des syndicats et le président du CCAS demandent en vain, depuis décembre dernier, une audience aux deux Cabinets (MEDDE/METL) ! Nos organisations syndicales le réaffirment : l'action sociale ne doit pas être sacrifiée, et les CLAS doivent pouvoir fonctionner. Nous revendiquons une augmentation significative du budget de l'action sociale afin que celui-ci soit porté à hauteur de 3 % de la masse salariale et des pensions.

Sur les missions, le dialogue social sur les chantiers MAP (politique de l'eau, politique maritime, territorialisation de la politique du logement, police de l'environnement), en prévision du CIMAP du 17 juillet prochain s'est pour l'instant limité à une présentation au Comité technique ministériel du 18 juin dernier. Mais les informations relatives aux PLF 2014 sur nos missions télescopent les objectifs ou diagnostics présentés sur ces chantiers MAP. Par ailleurs, les projets de privatisation de réseaux routiers se poursuivent, notamment avec l'A480 sur Grenoble ou les RN 42 et 154 après la RCEA, avec des incidences importantes pour les personnels.

Nos organisations syndicales exigent l'arrêt du gâchis que représentent : sous-traitance, perte de compétences, privatisations, Partenariats Publics Privés (PPP) ainsi qu'en général l'externalisation des missions.

Delphine Batho, ex ministre de l'écologie a déclaré lors de son interview le 3 juillet dernier, outre son désaccord sur la baisse de 7 % des crédits MEDDE, *« les français doutent, parce qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont, il y a une déception à l'égard du gouvernement et il y un doute sur notre volonté de changement »*. Nos organisations syndicales partagent ce constat. Mais les ministres Cécile Duflot et le nouveau ministre du MEDDE, Philippe Martin, avec leurs ministres délégués, Messieurs Cuvillier et Lamy, doivent répondre aux besoins des populations dans les domaines du Logement, de l'Aménagement et l'Egalité des Territoires, de la Ville, mais aussi des transitions énergétique et écologique...

Il y a de la part des personnels du MEDDE et du METL un constat d'absence de changement pour leurs conditions de vie, de salaires et de travail et une grande déception sur les résultats des politiques publiques menées jusqu'ici par le gouvernement Ayrault.

Aussi, dans le prolongement de l'appel des organisations syndicale CGT, FO, FSU, Solidaires au niveau interprofessionnel, les organisations syndicale CGT, FO, FSU, Solidaires du MEDDE et du METL appellent l'ensemble des personnels à être en grève et à participer aux manifestations du 10 septembre prochain sur la question des retraites, mais aussi sur les salaires, l'emploi et à s'opposer aux politiques d'austérité qui grève les budgets et moyens des ministères du MEDDE et du METL.

Montreuil, le 17 juillet 2013